

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE POMPIGNAN

1080 chemin des Cartes
38390 Porcieu-Amblagnieu

Références : 2023-07-471
Code AIOT : 0006600656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils implanté au lieu-dit Lascans Nord 30170 Pompignan. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE POMPIGNAN
- lieu dit Lascans NORD 30170 Pompignan
- Code AIOT : 0006600656
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert ; il s'agit d'une carrière de pierre de taille. Une station de transit est présente in situ. Les installations, non classées au titre des ICPE, telles que atelier de taillage et cuves de carburant ont été démantelées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consistance des installations autorisées (article 1.3.3 AP n°2019-08-043 du 16/09/2019),
- l'établissement des garanties financières (article 1.5.3 AP n°2019-08-043 du 16/09/2019),

- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 2.1.2.2 AP n°2019-08-043 du 16/09/2019),
- le rapport annuel (article 2.6.2 AP n°2019-08-043 du 16/09/2019),
- le registre dédié aux volumes prélevés d'eau en nappe par forage (article 4.1.1.2 AP précité),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié précité).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la sous-Préfète du Vigane; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la sous-Préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
3	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
7	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.5.3	/	Sans objet
4	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.6.2	/	Sans objet
5	Prélèvement et consommation d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 4.1.1.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des manquements ont été observés par l'inspection vis à vis des prescriptions réglementaires applicables. Néanmoins, le nouvel actionnaire a exprimé sa volonté d'y remédier.

L'inspection souligne l'importance d'établir un rapport de synthèse annuel comportant notamment les vérifications de la conformité aux arrêtés applicables afin d'éviter une dérive dans l'exploitation des installations ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <u>Exploitation de roche calcaire</u> Les caractéristiques de la carrière de roche calcaire, sont les suivantes : La superficie exploitable est de 4,66 ha. La production maximale annuelle est de 17 000 m ³ soit 45 900 t. La production moyenne annuelle est de 15 000 m ³ soit 40 500 t. Les caractéristiques du gisement sont les suivantes : . une cote minimale d'extraction située à 183m NGF, . une épaisseur d'extraction maximale de 20m NGF. <u>Autres installations</u> Une station de transit de matériaux extraits et traités est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 10 000 m ² . Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté. .../... Constats : Un changement d'actionnaire et de gouvernance a été réalisé courant septembre 2022. Toutefois, ce changement n'entraîne aucun changement ni de dénomination, ni de SIREN, ni d'exploitant. L'adresse du siège social est toutefois modifiée et a été portée à la connaissance de l'inspection. En raison de ce changement et compte tenu des stocks résiduels déjà extraits, l'exploitant déclare n'avoir rien extrait au titre de l'année 2022. Concernant l'atelier de taillage, initialement non classé au titre de la rubrique 2524 des ICPE, il est en cours de démantèlement puisque transféré sur le site Guinet.Derriaz-1912 sur le territoire communal de PORCIEU-AMBLAGNIEU. Concernant les 2 cuves de 1000 l initialement présentes mais non classées au titre des rubriques 4734-2-c, 1434-1-b et 1435-2 et 2524 des ICPE, elles ont été éliminées courant 2022. L'inspection a pu contrôler que la station de transit est conforme à sa description. Par contre, en l'absence de plan d'exploitation, l'inspection n'a pas pu contrôler le respect de la côte minimale d'extraction. L'épaisseur d'extraction maximale de 20 m NGF a pu être vérifiée lors de la visite du site. L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation ; il a déjà pris l'attache du géomètre local, M. GAZAN, qui interviendra sur site à compter de septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Etablissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.5.3
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31.07.2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire daté du 4/05/2020 pour un montant de 135 543 € pour la période allant jusqu'au 15/09/2024.Ce montant est conforme au montant relatif à la première phase quinquennale d'exploitation prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Le bon état des clôtures est régulièrement contrôlé par l'exploitant.</p>
Constats : L'inspection a pu vérifier sur site le respect des prescriptions relatives à l'aménagement de l'unique accès de la carrière à la voie publique, à l'information dédiée à la carrière et à l'interdiction d'accès. L'inspection a pu vérifier l'accès contrôlé et réglementé aux installations. Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater en périphérie du site, une végétation dense et/ou la présence de blocs rocheux, ainsi qu'un grillage d'environ 2m en périphérie du site. La présence de la végétation dense, en extérieur du périmètre ICPE autorisé - empêche un accès facilité aux zones dangereuses depuis l'extérieur du site. Par contre, à l'intérieur du site, à l'exception de panneaux signalant le danger à proximité des 2 bassins étanches, le danger n'est pas systématiquement signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation. L'exploitant s'est engagé à signaler les interdictions d'accès, en amont de la zone en exploitation, d'autant plus que les transporteurs qui viennent s'approvisionner in situ doivent stationner sur une aire dédiée à l'entrée du site, dans l'attente de chargement. Cette zone va faire l'objet de panneaux d'information. Aucun particulier ne vient s'approvisionner in situ.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé,...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Le rapport annuel 2022 n'a pas été adressé à l'inspection des installations classées. Aucune vérification de la conformité au présent arrêté n'a été réalisée. Néanmoins, compte tenu du changement d'actionnaire et de gouvernance réalisé courant septembre 2022 et de l'absence d'activité au titre de l'année 2022, il a été exceptionnellement convenu de ne pas fournir au titre de cette année 2022 de transition ce rapport annuel. Un courrier d'information en ce sens a été adressé en janvier 2023 à Mme la sous-Préfète du Vigan. L'exploitant s'est engagé à réaliser le rapport annuel 2023 et à l'adresser à l'inspection des installations classées début 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvement et consommation d'eau en nappe par forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau en nappe par forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. .../...
Constats : L'inspection a pu constater que le forage était protégé et muni d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique. L'exploitant tient à jour un registre des prélèvements mensuels et annuels. Au titre de l'année 2022, 1706 m3 ont été prélevés. Au titre de l'année 2023, au jour de l'inspection, 857 m3 ont été prélevés. L'exploitant précise que, compte tenu du récent démantèlement / transfert de l'atelier de taillage, sa consommation d'eau va dorénavant diminuer significativement ; les prélèvements seront limités aux besoins ponctuels de lavage de blocs lors de leur équarissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">. les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;. les bords de la fouille ;. les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;. les zones remises en état ;. la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas établi un plan d'exploitation actualisé. L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation comportant l'ensemble des informations réglementaires ; il a déjà pris l'attache du géomètre local, M. GAZAN, qui interviendra sur site à compter de septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">. la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;. le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;. la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;. en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;. la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;. le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;. les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;. en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;. une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;. les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, en date du 23/08/2018. Ce plan est incomplet.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, dûment actualisé et comprenant l'ensemble des éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 20 juillet 2023

La sous-Préfète du Vigan
à

Monsieur le président

CARRIÈRES DE POMPIGNAN

1080 chemin des Cartes
38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU

Lettre préfectorale de transmission d'un rapport de visite d'inspection

Affaire suivie par : ILIOU Sandrine
Téléphone : 04 34 46 65 76
Courriel : sandrine.iliou@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2023-07-471
Code AIOT : 0006600656
Pièce jointe : Rapport de l'inspection du 13 juillet 2023

Monsieur le président,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 13 juillet 2023 sur le site implanté au lieu-dit Lascans Nord 30170 Pompignan afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à madame la sous-préfète du Vigan à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication. L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Lors de cette visite, l'inspection a constaté 4 non conformités qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Pour ces constats non conformes, vous devez **dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception de la présente lettre de suite**, respecter la prescription concernée voire fournir un calendrier prévisionnel des actions mises en œuvre afin de la respecter, en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs voire engagements correspondants. Dans le cas contraire, je serai contraint de vous mettre en demeure de respecter les prescriptions contrôlées et rappelées ci-après :

- Consistance des installations autorisées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019 article : 1.3.3 - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Signalisation, accès, zones dangereuses - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019 article : 2.1.2.2 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Plan - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 15 - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Plan de gestion des déchets d'extraction - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

P/La sous-Préfète du Vigan, et par subdélégation,
L'adjoint au chef de l'Unité inter Départementale Gard-Lozère



Thibault LAURENT